



Y a-t-il un risque de génocide au Burundi ? Entretien avec Armel Niyongere

par Theo Englebert | 23 janvier 2026 | Entretiens

On ne peut pas l'affirmer à ce stade selon Armel Niyongere. Avocat et défenseur des droits de l'homme burundais, il explique la dimension raciste du régime en place au Burundi et ses implications. On observe, selon lui, des signaux préoccupants dans le pays.

Partie 3/4

Alors que la situation intérieure du Burundi suscite une inquiétude croissante due à un verrouillage sans précédent



Donation

civique dans le pays, une répression sans limites
gradation considérable des conditions

économiques, les voix burundaises peinent à trouver un écho. Dans un contexte de tensions sécuritaires et de conflits armés dans la région des Grands Lacs, le risque est grand de voir le récit sur le Burundi être façonné par d'autres.

Président de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture au Burundi (ACAT-Burundi) et secrétaire-général de SOS Torture Burundi, Armel Niyongere fait partie de celles et ceux qui œuvrent depuis des décennies avec constance, rigueur et engagement pour la défense des droits fondamentaux des Burundais et l'accès des victimes à la Justice. Il nous a raconté **la crise politique de 2015 et la répression qui s'est abattue sur le pays depuis**. Il est ensuite revenu sur **la question des réfugiés et la situation politique actuelle**. Dans cette troisième partie, il nous explique la dimension raciste du régime actuel.

African Facts : Dans la première partie de notre entretien, vous avez parlé à plusieurs reprises de Hutu et de Tutsi. On comprend en vous écoutant qu'il y a une dimension raciste dans les actions répressives des autorités burundaises et de leurs supplétifs depuis 2015...

Armel Niyongere : Oui, bien sûr. Ils ont utilisé cette idéologie raciste qui met en avant la communauté Hutu comme majoritaire au Burundi. Ils voulaient montrer à cette communauté que plus jamais elle ne serait menacée, que maintenant ils avaient pris les choses en main et qu'elle ne devrait pas avoir peur. C'est pour cela qu'ils ont entonné en public ces chansons encourageant à agresser sexuellement les femmes Tutsi, qu'ils portent des armes et ont arrêté tous ces militaires Tutsi. Pour montrer qu'ils maîtrisent maintenant la situation. Ils voulaient faire passer ce message : « Venez derrière nous, nous avons pris les choses en main et nous avons chassé tous les Tutsi qui étaient autrefois considérés comme des puissants. Maintenant c'est nous ».

Les autorités ont voulu ethniciser le débat en affirmant que ce seraient les Tutsi qui auraient participé aux manifestations en 2015 [contre la candidature illégale du président Nkurunziza pour un troisième mandat NDLR]. Mais cela n'était ni officiellement proclamé ni uniformément exprimé. C'était surtout implicite. Il n'y avait pas vraiment une idéologie raciste officielle, mais une ethnicisation des

discours. Surtout chez les Imbonerakure [« ceux qui voient loin » en Kirundi, mouvement de jeunesse du parti présidentiel devenu une organisation paramilitaire NDLR]. On ne peut pas dire qu'ils ont vraiment adopté une doctrine raciste écrite. Mais le discours politique a régulièrement été ethnicisé en réactivant des peurs historiques et des stéréotypes à travers un langage codé : « ennemis de l'intérieur », « traîtres », « nostalgique de l'ancien ordre »...

— **Pourtant le mouvement social de 2015 n'avait rien de spécifiquement Tutsi, au contraire, il avait largement transcendé ces clivages au point d'inclure des membres du parti présidentiel...**

— Le mouvement de 2015 n'avait pas de dimension ethnique, c'était un mouvement vraiment national. Il y avait effectivement une partie des membres du CNDD-FDD [Conseil national pour la défense de la démocratie – Forces de défense de la démocratie, parti réactionnaire et raciste au pouvoir au Burundi depuis 2005 NDLR] qui était venue participer aux manifestations. Ceux du CNL [Congrès national pour la liberté, principal parti d'opposition burundais dirigé par Agathon Rwasa qui est néanmoins issu de la même matrice idéologique que le parti au pouvoir NDLR] ont également participé. Et même par ailleurs, il y avait beaucoup de Hutu dans ces manifestations. Vraiment beaucoup. Tous étaient rassemblés dans ces manifestations.

— **Dix ans après les événements de 2015, l'idéologie raciste diffusée par le CNDD-FDD et les Imbonerakure est-elle aujourd'hui partagée par la population ?**

— Avec le temps, je ne pense pas que cette stratégie ait remporté beaucoup de soutien au sein de la population.

— **Vous voulez dire que ces idées ne prennent pas ?**

— Oui. Ça ne fonctionne pas.

— **Certaines personnes affirment pourtant qu'il y aurait actuellement un risque de génocide au Burundi. Qu'en pensez-vous ?**

— Bon, parler de génocide, c'est vraiment lourd. Pour cela, il faudrait vraiment en observer tous les signes avant-coureurs. De plus, le mot génocide a une signification juridique très précise qui suppose une réelle intention de détruire un groupe national, ethnique ou racial. Donc il faut faire attention à ce que l'on dit.

Certes, les gens du CNDD-FDD pourraient tuer maintenant. Parce qu'à ce stade, ils ont échoué en République démocratique du Congo où ils se sont engagés dans un conflit [contre la rébellion congolaise M23, appuyée par le Rwanda NDLR] au côté de génocidaires rwandais en exil dont ils partagent les idées. C'est pour cela que certains disent qu'il y aurait une menace de génocide au Burundi.

Alors aujourd'hui, en 2026, on peut parler par exemple d'un risque de persécutions, d'atrocités, voire de massacres ou de crimes contre l'humanité... Néanmoins, les informations publiques ne permettent pas d'affirmer l'existence d'un risque de génocide. Elles indiquent des signaux préoccupants dans un contexte de répression et de violence politiques commises dans un espace civique fermé et qui pourraient être aggravés par les tensions régionales. Des crimes risquent d'être commis au Burundi parce qu'il y a des crimes qui y sont commis depuis 2015.

— Quels sont ces signaux préoccupants que vous évoquez ?

— Premièrement, le Burundi abrite sur son territoire des éléments des FDLR [*Forces démocratiques de libération du Rwanda, un groupe armé rwandais en exil qui a commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité au Congo NDLR*]. Les membres de ce mouvement furent directement impliqués dans le génocide contre les Tutsi au Rwanda en 1994. À cela s'ajoute une collaboration assumée du Burundi avec l'armée congolaise, dont le porte-parole a récemment tenu dans les médias des propos ouvertement hostiles et stigmatisants à l'égard de la communauté Tutsi congolaise. Pris ensemble, ces éléments témoignent d'une tolérance à l'égard d'une idéologie violente circulant dans la région. Cela mérite d'être suivi de très près.

Par ailleurs, on a observé après la crise de 2015 une réactivation de la stigmatisation des Tutsi au Burundi, notamment à travers certains chants et discours des Imbonerakure que j'ai évoqués. La répression vise depuis toute forme de contestation. Mais compte tenu de cette rhétorique et de l'histoire du pays, les Tutsi y ont été particulièrement exposés.

— **Et quelles sont par ailleurs les nuances qu'il conviendrait d'apporter selon vous à cette affirmation alarmantes ?**

— Il est essentiel de rappeler et de souligner que de nombreux Hutu qui ne partagent pas l'idéologie du pouvoir ont également été, et restent, des victimes directes de la répression : arrestations arbitraires, disparitions, exils forcés, marginalisation économique et menaces permanentes. La violence politique au Burundi frappe ainsi toute personne perçue comme dissidente, indépendamment de son appartenance ethnique.

par Theo Englebert
23/01/2026 | Entretiens

Méthodologie:

Les entretiens publiés sur African Facts sont recueillis par nos contributeurs et font l'objet d'un travail de vérification aussi rigoureux que possible de la part des membres de la rédaction. L'authenticité des propos et des informations rapportées est contrôlée par African Facts. Les contenus sont replacés dans leur contexte afin de garantir une compréhension fidèle et équilibrée. Les opinions exprimées restent de la seule responsabilité des personnes interrogées et/ou de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement la position d'African Facts.

Une nouvelle source d'informations fiables

Sur le continent africain, de nombreux conflits sont aujourd'hui mal compris en raison du manque, voire parfois de l'absence de sources d'informations indépendantes, factuelles et facilement accessibles. Cette carence informationnelle constitue à nos yeux un vide inquiétant et dangereux qui